RAPPORT INTERMÉDIAIRE

REITMANS

(CANADA) LIMITÉE

POUR LES NEUF MOIS CLOS LE
28 OCTOBRE 2017

REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS SPÉCIALISÉS AU CANADA

NOTRE OBJECTIF EST SIMPLE, OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE UN SERVICE DÉDIÉ, AXÉ SUR LA VALEUR ET L'EXCELLENCE. EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION, LA CROISSANCE, LE PROGRÈS ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE, NOUS CHERCHONS À OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE CE QU'IL Y A DE MIEUX SUR LE MARCHÉ EN TERMES DE QUALITÉ ET DE VALEUR.

À NOS ACTIONNAIRES

Les ventes du trimestre clos le 28 octobre 2017 se sont établies à 242,4 millions de dollars comparativement à 245,6 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 1,3 %, et ce, compte tenu d'une réduction nette de 42 magasins. Les ventes des magasins comparables[1] ont augmenté de 0,8 %, les ventes des magasins ayant reculé de 1,9 % et les ventes en ligne s'étant accrues de 29,7 %.

La marge brute du trimestre clos le 28 octobre 2017 a diminué de 4,0 millions de dollars, ou 2,9 %, pour s'établir à 135,9 millions de dollars comparativement à 139,9 millions de dollars pour l'exercice précédent. La marge brute en pourcentage de la société s'est établie à 56,1 % pour le trimestre clos le 28 octobre 2017, comparativement à 57,0 % à l'exercice précédent, en raison d'une augmentation des activités de promotion, les températures inhabituellement chaudes à l'automne ayant entraîné une baisse de l'achalandage. Ce facteur a été compensé en partie par l'effet favorable du change se chiffrant à environ 2,1 millions de dollars au titre des achats libellés en dollars américains pour le trimestre clos le 28 octobre 2017 et par la priorité continue mise sur les économies de coûts découlant des activités d'approvisionnement mondiales de la société.

Le résultat des activités d'exploitation pour le trimestre clos le 28 octobre 2017 s'est traduit par une perte de 19,0 millions de dollars, par rapport à un bénéfice de 6,5 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 25,5 millions de dollars. Étant donné la récente faiblesse du rendement de la bannière Addition Elle, un test de dépréciation a été effectué au 28 octobre 2017. Le résultat des activités d'exploitation pour le trimestre clos le 28 octobre 2017 tient compte d'une perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars relativement à la bannière Addition Elle. Des changements ont été apportés à l'équipe de direction, et la société est optimiste quant à la force de l'équipe en place afin de stimuler la croissance et mener à bien sa stratégie. La société continue de croire qu'Addition Elle est une marque chef de file avec un excellent potentiel numérique, une solide présence dans le marché électronique auprès de la clientèle de taille forte, et qui bénéficie de la collaboration de vedettes hautement reconnues; en outre, Addition Elle est dotée de stratégies qui ont le potentiel de générer une croissance rentable à long terme pour la société.

Compte non tenu de la dépréciation du goodwill, le résultat des activités d'exploitation pour le trimestre clos le 28 octobre 2017 s'est chiffré à 7,3 millions de dollars, comparativement à 6,5 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une hausse de 0,8 million de dollars.

La perte nette du trimestre clos le 28 octobre 2017 s'est chiffrée à 16,8 millions de dollars (perte par action de 0,27 $), comparativement à un bénéfice net de 7,6 millions de dollars (bénéfice par action de 0,12 $) pour l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du goodwill, le bénéfice net a progressé de 25,0 % pour s'établir à 9,5 millions de dollars (bénéfice par action de 0,15 $) pour le trimestre clos le 28 octobre 2017, comparativement à un bénéfice net de 7,6 millions de dollars (bénéfice par action de 0,12 $) pour l'exercice précédent, soit une hausse de 1,9 million de dollars. Pour le trimestre clos le 28 octobre 2017, le BAIIA ajusté[1] s'est établi à 18,9 millions de dollars, comparativement à 18,4 millions de dollars pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre, la société a ouvert 3 nouveaux magasins et en a fermé 15.

Les ventes des neuf mois clos le 28 octobre 2017 se sont établies à 700,6 millions de dollars comparativement à 703,5 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 0,4 %, et ce, compte tenu d'une réduction nette de 42 magasins. Les ventes des magasins comparables[1] ont augmenté de 2,7 %, les ventes des magasins ayant reculé de 0,5 % et les ventes en ligne ayant progressé de 40,4 %. La marge brute des neuf mois clos le 28 octobre 2017 a diminué de 8,8 millions de dollars, ou 2,2 %, pour s'établir à 387,8 millions de dollars comparativement à 396,6 millions de dollars pour l'exercice précédent.

La marge brute en pourcentage de la société s'est établie à 55,4 % pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017, comparativement à 56,4 % pour l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'effet défavorable du change se chiffrant à environ 9,2 millions de dollars dans le cadre d'achats libellés en dollars américains. La société continue de réaliser des économies de coûts grâce à ses activités d'approvisionnement mondiales, ce qui atténue l'incidence défavorable du change.

Le résultat des activités d'exploitation pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017 s'est traduit par une perte de 20,5 millions de dollars par rapport à un bénéfice de 6,5 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 27,0 millions de dollars attribuable à une perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars. Compte non tenu de la dépréciation du goodwill, le résultat des activités d'exploitation pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017 s'est chiffré à 5,8 millions de dollars, comparativement à 6,5 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 0,7 million de dollars.

La perte nette pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017 s'est chiffrée à 13,7 millions de dollars (perte par action de 0,22 $), comparativement à un bénéfice net de 10,6 millions de dollars (bénéfice par action de 0,17 $) pour l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du goodwill, le bénéfice net a progressé de 18,9 % pour s'établir à 12,6 millions de dollars (bénéfice par action de 0,20 $) pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017, comparativement à un bénéfice net de 10,6 millions de dollars (bénéfice par action de 0,17 $) pour l'exercice précédent, soit une hausse de 2,0 millions de dollars. Pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017, le BAIIA ajusté[1] s'est établi à 38,7 millions de dollars, comparativement à 37,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. Au cours des neuf mois clos le 28 octobre 2017, la société a ouvert 6 nouveaux magasins et en a fermé 31.

La société exploite 652 magasins, soit 276 Reitmans, 122 Penningtons, 93 Addition Elle, 84 RW & CO., 61 Thyme Maternité et 16 Hyba. La société prévoit ouvrir 13 nouveaux magasins, en fermer 47 et en rénover 26 au cours de l'exercice.

Les ventes du mois de novembre (quatre semaines closes le 25 novembre 2017) ont augmenté de 0,7 %. Les ventes des magasins comparables[1] ont augmenté de 2,8 %, celles des magasins ayant diminué de 0,8 % et celles du commerce électronique ayant grimpé de 31,4 %.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 30 novembre 2017, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant des dividendes admissibles) de 0,05 $ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 25 janvier 2018 aux actionnaires inscrits aux registres le 15 janvier 2018.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 30 novembre 2017

[1] Veuillez vous reporter à la note sur les mesures financières non conformes aux PCGR comprise dans le rapport de gestion.

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 28 octobre 2017 et pour le trimestre et les neuf mois clos à cette date et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2017, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 30 novembre 2017.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans les tableaux du présent rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire ou lorsqu'il s'agit d'un montant par action ou d'un prix d'exercice. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 30 novembre 2017.

À moins d'indications contraires, toutes les données comparatives portant sur les résultats et qui sont présentées pour le trimestre clos le 28 octobre 2017 (« troisième trimestre de l'exercice 2018 ») sont comparées aux données du trimestre clos le 29 octobre 2016 (« troisième trimestre de l'exercice 2017 ») et toutes les données comparatives portant sur les résultats et qui sont présentées pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017 (« neuf premiers mois de l'exercice 2018 ») sont comparées aux données des neuf mois clos le 29 octobre 2016 (« neuf premiers mois de l'exercice 2017 »).

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmanscanadalimitee.com, ou sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives au sujet des objectifs, des plans, des buts, des aspirations, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des flux de trésorerie, du rendement et des perspectives de la société, ainsi que des occasions qui s'offrent à elle et des questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Ces déclarations prospectives spécifiques se retrouvent dans l'ensemble du présent rapport de gestion et comprennent celles qui sont mentionnées à la rubrique intitulée « Gestion des risques d'exploitation et des risques financiers » du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives se reconnaissent généralement à l'emploi de termes comme « prévoir », « s'attendre à », « croire », « pourrait », « estimer », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « s'efforcer » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel en ce qui concerne la société et sa gestion.

De nombreux risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés, sous-entendus ou projetés dans les déclarations prospectives, notamment les suivants :

- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession ou des modifications du taux d'inflation ou de déflation, les taux d'emploi, les taux d'intérêt, les taux de change ou les prix des dérivés;
- une concurrence accrue, qu'elle soit attribuable aux concurrents actuels ou à de nouveaux joueurs sur le marché;
- l'évolution des préférences des consommateurs pour le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'introduction de nouvelles technologies;
- la saisonnalité et les conditions météorologiques;
- l'incapacité de l'infrastructure de technologies de l'information (« TI ») de la société à soutenir les exigences des activités de la société, ou des atteintes à la sécurité interne ou externe, des attaques par déni de service, des virus, des vers et d'autres atteintes à la protection des données ou à la cybersécurité, connues ou inconnues;
- le fait de ne pas tirer d'avantages des investissements de la société dans ses nouveaux systèmes de TI;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les freintes de stocks;
- le fait de ne pas réaliser les résultats attendus, notamment la croissance des produits, les économies prévues ou les gains d'efficience opérationnelle associés aux grandes initiatives de la société, y compris la restructuration;
- les variations des passifs de la société au titre de l'impôt sur le résultat, de l'impôt sur le capital, de l'impôt foncier ou d'autres impôts et des passifs réglementaires, y compris les modifications des lois et des règles fiscales ou des cotisations futures.

Cette liste de facteurs pouvant influer sur les déclarations prospectives de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge actuellement pas importants pourraient également faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Des risques et incertitudes supplémentaires sont analysés dans les documents que la société dépose à l'occasion auprès des autorités de réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La société a déterminé plusieurs mesures de rendement clés et mesures financières non conformes aux PCGR qui, de l'avis de la direction, sont utiles pour évaluer le rendement de la société; les lecteurs sont toutefois prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas nécessairement de définition normalisée aux termes des IFRS et, de ce fait, peuvent ne pas être comparables à des expressions semblables utilisées par d'autres sociétés.

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge ou le recouvrement d'impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, les charges d'intérêts, la dépréciation du goodwill, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net ou la perte nette, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des produits de dividendes, des produits et des charges d'intérêts et de la variation nette de la juste valeur des titres négociables élimine l'incidence sur le bénéfice tiré d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion de la dépréciation du goodwill, des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes. Cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Bien que les variations des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur constituent des charges hors trésorerie, les actifs amortis devront fréquemment être remplacés ultérieurement; par conséquent, le BAIIA ajusté ne reflète pas les besoins de trésorerie pour ces remplacements. Le BAIIA ajusté ne devrait être considéré ni à titre de trésorerie discrétionnaire qui peut être investie dans la croissance de l'entreprise ni à titre de mesure de la trésorerie qui sera disponible pour satisfaire aux obligations de la société. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents. Le BAIIA ajusté ne devrait pas servir de substitut aux mesures de la performance calculées selon les IFRS ni être considéré comme une solution de rechange au bénéfice net, aux entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, d'investissement ou de financement, ou à toute autre donnée contenue dans les états financiers et présentée à titre d'indicateur de la performance financière ou de la capacité de la société à générer des liquidités, qui sont tous des facteurs présentés conformément aux IFRS. Bien que le BAIIA ajusté est souvent utilisé par les analystes en valeurs mobilières, les prêteurs et les autres intervenants pour évaluer les sociétés, cette mesure comporte des limites à titre d'outil d'analyse et ne devrait pas être prise en compte isolément ni servir de substitut dans l'analyse des résultats de la société présentés conformément aux IFRS.

La société considère que les résultats des activités d'exploitation sont une mesure utile de la performance de ses activités de vente au détail. La société a aussi déterminé qu'une autre mesure utile serait celle des résultats des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill, ce qui exclut l'incidence de la dépréciation du goodwill, qui constitue un élément hors trésorerie. De plus, le bénéfice de base et dilué par action a été présenté en excluant la dépréciation du goodwill, ce qui élimine l'incidence hors trésorerie de la dépréciation du goodwill sur le bénéfice net aux fins du calcul. Ces deux mesures supplémentaires présentent des renseignements jugés utiles et elles ne doivent pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables ne comprennent pas les ventes des comptes clients liés aux ventes en gros. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et les ventes en ligne et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement de la (perte nette) du bénéfice net au BAIIA ajusté :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016
(Perte nette) bénéfice net	**(16,8) $**	7,6 $	**(13,7) $**	10,6 $
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	**10,6**	11,2	**32,3**	32,3
Produits de dividendes	**(0,6)**	(0,6)	**(1,8)**	(1,9)
Produits d'intérêts	**(0,3)**	(0,2)	**(0,7)**	(0,5)
Dépréciation du goodwill	**26,3**	–	**26,3**	–
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	**(2,1)**	(0,5)	**(5,3)**	(4,1)
Charges d'intérêts	**–**	–	**–**	0,1
Charge d'impôt sur le résultat	**1,8**	0,9	**1,6**	0,7
BAIIA ajusté	**18,9 $**	18,4 $	**38,7 $**	37,2 $
BAIIA ajusté en % des ventes	**7,8 %**	7,5 %	**5,5 %**	5,3 %

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits principalement de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses six bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux, tout en exploitant également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques. De plus, la société mène des activités de gros sous certaines bannières, essentiellement aux États-Unis. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :

Avec ses magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.

Reitmans

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite des magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés.

Penningtons

Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite des magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.

ADDITION ELLE

RW & CO. exploite des magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.

RW & CO.

Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite des magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale.

Thyme

D'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, les magasins Hyba proposent des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. La marque Hyba est également offerte dans les magasins Reitmans au Canada.

hyba

BANNIÈRES

	NOMBRE DE MAGASINS AU 28 JANVIER 2017	OUVERTURES AU T1	FERMETURES AU T1	OUVERTURES AU T2	FERMETURES AU T2	OUVERTURES AU T3	FERMETURES AU T3	NOMBRE DE MAGASINS AU 28 OCTOBRE 2017	NOMBRE DE MAGASINS AU 29 OCTOBRE 2016
Reitmans	288	–	(5)	–	(3)	–	(4)	276	302
Penningtons	127	–	(1)	–	(1)	–	(3)	122	127
Addition Elle	96	–	–	–	(1)	1	(3)	93	98
RW & CO.	85	–	(1)	1	–	–	(1)	84	84
Thyme Maternité	62	–	(1)	–	(1)	2	(1)	61	64
Hyba	19	1	(1)	1	(1)	–	(3)	16	19
Total	**677**	**1**	**(9)**	**2**	**(7)**	**3**	**(15)**	**652**	**694**

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus, qui sont comme suit :

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
Le magasinage en ligne demeure une priorité. La société s'engage à fournir la meilleure expérience numérique à ses clients, et ce, sur tous ses sites de commerce électronique. D'un point de vue stratégique, la société priorise le numérique, ce qui favorise une croissance rapide et durable dans le contexte numérique et omnicanal du secteur du détail. La société investit beaucoup dans l'optimisation et la modernisation de l'ensemble des processus et plateformes qui s'adressent directement à la clientèle.	La société continue d'améliorer sa principale plateforme de commerce électronique, de mettre au point sa gestion des relations avec la clientèle et son infrastructure d'automatisation du marketing et d'optimiser ses capacités de gestion des données sur les clients. La société a investi tant dans la technologie que dans le personnel afin de consolider ses capacités d'utilisation de l'analyse prévisionnelle et de rehausser l'expérience de la clientèle au chapitre du commerce mobile. En outre, la société a revu ses relations avec son réseau d'agences média afin de maximiser les rendements tirés des médias numériques et elle perfectionne son modèle de distribution et d'expédition pour mieux servir ses clients en multipliant les options de livraison.
La société compte étendre la bannière Hyba sur certains marchés canadiens.	La société a repéré de nouveaux emplacements et profitera de chaque occasion offrant un espace optimal dans des endroits clés. Les magasins existants, soit ceux qui ont été convertis par suite de la fermeture des magasins de la bannière Smart Set, continuent d'être adaptés afin d'améliorer l'efficience. Les stratégies font actuellement l'objet d'un examen dans le but de renforcer la marque Hyba et d'en tirer profit.
La société continue de prendre de l'expansion à l'étranger, principalement au moyen d'une stratégie visant les ventes de gros et les services numériques aux États-Unis.	La société a investi dans ses activités de vente de gros où elle a concentré ses efforts sur sa gamme de vêtements de grande taille, surtout aux États-Unis. La société a lancé un site Web américain localisé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018 et elle poursuit les démarches visant à accroître la reconnaissance de la marque sur le marché américain afin de stimuler les ventes en ligne.
La société a investi d'importantes sommes dans ses systèmes de distribution et de logistique afin de satisfaire à la croissance du commerce électronique et d'assurer un meilleur approvisionnement dans les magasins.	La phase initiale du réaménagement du centre de distribution de la société a été achevée et est fonctionnelle. D'autres réaménagements et moyens de réaliser des économies au chapitre de l'exploitation ont été recensés grâce aux investissements de la société dans les technologies et aux efforts qu'elle déploie pour perfectionner les processus et pour fournir des formations afin de profiter pleinement des systèmes de distribution et de logistiques améliorés.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018 EN REGARD DE CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017

	TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018	TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017	VARIATION EN $	VARIATION EN %
Ventes	**242,4 $**	245,6 $	(3,2) $	(1,3)%
Coût des biens vendus	**106,5**	105,7	0,8	0,8 %
Marge brute	**135,9**	139,9	(4,0)	(2,9)%
Frais de vente et de distribution et charges administratives	**128,6**	133,4	(4,8)	(3,6)%
Résultats des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill	**7,3**	6,5	0,8	12,3 %
Dépréciation du goodwill	**26,3**	–	26,3	–
Résultats des activités d'exploitation	**(19,0)**	6,5	(25,5)	(392,3)%
Produits financiers nets	**4,0**	2,0	2,0	100,0 %
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	**(15,0)**	8,5	(23,5)	(276,5)%
Charge d'impôt sur le résultat	**1,8**	0,9	0,9	100,0 %
(Perte nette) bénéfice net	**(16,8) $**	7,6 $	(24,4) $	(321,1)%
BAIIA ajusté	**18,9 $**	18,4 $	0,5 $	2,7 %
(Perte) bénéfice par action :				
De base	**(0,27) $**	0,12 $	(0,39) $	(325,0)%
Dilué(e)	**(0,27)**	0,12	(0,39)	(325,0)%
Bénéfice par action excluant la dépréciation du goodwill :				
De base	**0,15 $**	0,12 $	0,03 $	25,0 %
Dilué	**0,15**	0,12	0,03	25,0 %

VENTES

Les ventes se sont établies à 242,4 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2018, soit une baisse de 3,2 millions de dollars, ou 1,3 %, et ce, compte tenu d'une réduction nette de 42 magasins. La société continue la mise en place de son plan visant à s'adapter à la nouvelle réalité du commerce de détail en réduisant le nombre de magasins sur certains marchés tout en intensifiant ses activités liées au commerce électronique. Les ventes des magasins comparables, pour les magasins et le commerce électronique combinés, ont augmenté de 0,8 %, ce qui représente une augmentation des ventes des magasins comparables pour le quatorzième trimestre consécutif. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation de 29,7 % des ventes en ligne dans un contexte où la société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire de ses sites de commerce électronique alors que les ventes des magasins ont reculé de 1,9 %.

MARGE BRUTE

En pourcentage des ventes, la marge brute a diminué, passant de 57,0 % au troisième trimestre de l'exercice 2017 à 56,1 % au troisième trimestre de l'exercice 2018. La marge brute du troisième trimestre de l'exercice 2018 reflète une augmentation des activités de promotion, les températures inhabituellement chaudes à l'automne ayant entraîné une baisse de l'achalandage. Ce facteur a été compensé en partie par l'effet favorable du change se chiffrant à environ 2,1 millions de dollars au titre des achats libellés en dollars américains pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 et par la priorité continue accordée aux économies de coûts découlant des activités d'approvisionnement mondiales de la société.

FRAIS DE VENTE ET DE DISTRIBUTION ET CHARGES ADMINISTRATIVES

Le total des frais de vente et de distribution et des charges administratives pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 s'est établi à 128,6 millions de dollars, contre 133,4 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017. La diminution découle essentiellement de la baisse des coûts d'exploitation des magasins attribuable à la réduction du nombre de magasins, de la réduction de la charge au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel fondé sur l'atteinte d'objectifs de performance en matière d'exploitation ainsi que de la diminution de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des pertes de valeur nettes.

DÉPRÉCIATION DU GOODWILL

À la suite d'une évaluation de la rentabilité de la bannière Addition Elle, le test de dépréciation effectué par la société a permis de conclure que la valeur comptable du goodwill dépassait sa valeur recouvrable (voir la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 octobre 2017). En conséquence, la société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2018.

PRODUITS FINANCIERS NETS

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 4,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, comparativement à 2,0 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2017. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- une augmentation de 2,1 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, contre une augmentation de 0,5 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017;
- un profit de change de 1,0 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018 en regard d'un profit de 0,7 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, la charge d'impôt sur le résultat a été touchée essentiellement par une perte de valeur non déductible du goodwill de 26,3 millions de dollars, par une augmentation de 2,1 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables à l'égard desquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et par l'incidence des produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

PERTE NETTE

La perte nette du troisième trimestre de l'exercice 2018 s'est chiffrée à 16,8 millions de dollars (perte par action de base et diluée de 0,27 $), comparativement à un bénéfice net de 7,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,12 $) pour le troisième trimestre de l'exercice 2017.

Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du goodwill, le bénéfice net du troisième trimestre de l'exercice 2018 a progressé de 25,0 % pour s'établir à 9,5 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,15 $), comparativement à un bénéfice net de 7,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,12 $) pour le troisième trimestre de l'exercice 2017.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, le BAIIA ajusté s'est établi à 18,9 millions de dollars comparativement à 18,4 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2017.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2018 EN REGARD DE CEUX DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2017

	NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2018	NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2017	VARIATION EN $	VARIATION EN %
Ventes	**700,6 $**	703,5 $	(2,9) $	(0,4) %
Coût des biens vendus	**312,8**	306,9	5,9	1,9 %
Marge brute	**387,8**	396,6	(8,8)	(2,2) %
Frais de vente et de distribution et charges administratives	**382,0**	390,1	(8,1)	(2,1) %
Résultats des activités d'exploitation avant la dépréciation du goodwill	**5,8**	6,5	(0,7)	(10,8) %
Dépréciation du goodwill	**26,3**	–	26,3	–
Résultats des activités d'exploitation	**(20,5)**	6,5	(27,0)	(415,4) %
Produits financiers nets	**8,4**	4,8	3,6	75,0 %
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat	**(12,1)**	11,3	(23,4)	(207,1) %
Charge d'impôt sur le résultat	**1,6**	0,7	0,9	128,6 %
(Perte nette) bénéfice net	**(13,7) $**	10,6 $	(24,3) $	(229,2) %
BAIIA ajusté	**38,7 $**	37,2 $	1,5 $	4,0 %
(Perte) bénéfice par action :				
De base	**(0,22) $**	0,17 $	(0,39) $	(229,4) %
Dilué(e)	**(0,22)**	0,17	(0,39)	(229,4) %
Bénéfice par action excluant la dépréciation du goodwill :				
De base	**0,20 $**	0,17 $	0,03 $	17,6 %
Dilué	**0,20**	0,17	0,03	17,6 %

VENTES

Les ventes se sont établies à 700,6 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, soit une baisse de 2,9 millions de dollars, ou 0,4 %, et ce, compte tenu d'une réduction nette de 42 magasins. La société continue d'exécuter son plan visant à s'adapter à la nouvelle réalité du commerce de détail en réduisant le nombre de magasins sur certains marchés tout en intensifiant ses activités liées au commerce électronique. Les ventes des magasins comparables, pour les magasins et le commerce électronique combinés, ont augmenté de 2,7 %. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation de 40,4 % des ventes en ligne dans un contexte où la société continue d'enregistrer une vigoureuse croissance des ventes réalisées par l'intermédiaire de ses sites de commerce électronique alors que les ventes des magasins ont reculé de 0,5 %.

MARGE BRUTE

En pourcentage des ventes, la marge brute a diminué, passant de 56,4 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017 à 55,4 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, en raison essentiellement de l'effet défavorable du change se chiffrant à environ 9,2 millions de dollars au titre des achats libellés en dollars américains. La société continue de réaliser des économies de coûts grâce à ses activités d'approvisionnement mondiales, ce qui atténue l'incidence défavorable du change.

FRAIS DE VENTE ET DE DISTRIBUTION ET CHARGES ADMINISTRATIVES

Le total des frais de vente et de distribution et des charges administratives pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018 s'est établi à 382,0 millions de dollars, contre 390,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des coûts d'exploitation des magasins attribuable à la réduction du nombre de magasins et par la réduction de la charge au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel fondé sur l'atteinte d'objectifs de performance en matière d'exploitation.

DÉPRÉCIATION DU GOODWILL

À la suite d'une évaluation de la rentabilité de la bannière Addition Elle, le test de dépréciation effectué par la société a permis de conclure que la valeur comptable du goodwill dépassait sa valeur recouvrable (voir la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 28 octobre 2017). En conséquence, la société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 26,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018.

PRODUITS FINANCIERS NETS

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 8,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, comparativement à 4,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- un profit de change de 0,6 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, comparativement à une perte de 1,5 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains;
- une augmentation de 5,3 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, contre une augmentation de 4,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, la charge d'impôt sur le résultat a été touchée essentiellement par une perte de valeur non déductible du goodwill de 26,3 millions de dollars, par une augmentation de 5,3 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables à l'égard desquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et par l'incidence des produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

PERTE NETTE

La perte nette pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018 s'est chiffrée à 13,7 millions de dollars (perte par action de base et diluée de 0,22 $), comparativement à un bénéfice net de 10,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,17 $) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.

Compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du goodwill, le bénéfice net des neuf premiers mois de l'exercice 2018 a progressé de 18,9 % pour s'établir à 12,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,20 $), comparativement à un bénéfice net de 10,6 millions de dollars (bénéfice par action de base et dilué de 0,17 $) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.

BAIIA AJUSTÉ

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018, le BAIIA ajusté s'est établi à 38,7 millions de dollars comparativement à 37,2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2017.

CONTRATS DE CHANGE

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. La société a pour principe de couvrir au moins 80 % des achats de marchandises libellés en dollars américains prévus pour un exercice donné au moyen de contrats de change à terme, toute exigence supplémentaire étant remplie au moyen d'achats au comptant en dollars américains.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 28 octobre 2017 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change à terme	**1,303 $**	**199,5 $**	**1,6 $**	**(5,5) $**	**(3,9) $**

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 29 octobre 2016 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change à terme	1,340 $	166,5 $	3,3 $	(3,7) $	(0,4) $

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 28 janvier 2017 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change à terme	1,319 $	197,0 $	1,4 $	(3,2) $	(1,8) $

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

En raison de la saisonnalité et de la période des Fêtes, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet. Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Toute référence à « 2018 » correspond à l'exercice clos le 3 février 2018, toute référence à « 2017 » correspond à l'exercice clos le 28 janvier 2017 et toute référence à « 2016 » correspond à l'exercice clos le 30 janvier 2016.

	TROISIÈME TRIMESTRE		DEUXIÈME TRIMESTRE		PREMIER TRIMESTRE		QUATRIÈME TRIMESTRE	
	2018[1]	2017	2018	2017	2017	2016	2017	2016[2]
Ventes	242,4 $	245,6 $	251,1 $	254,4 $	207,1 $	203,5 $	248,4 $	242,2 $
(Perte nette) bénéfice net	(16,8)	7,6	9,7	9,0	(6,6)	(6,0)	0,3	(16,5)
(Perte) bénéfice par action								
De base	(0,27) $	0,12 $	0,15 $	0,14 $	(0,10) $	(0,09) $	0,00 $	(0,26) $
Dilué(e)	(0,27)	0,12	0,15	0,14	(0,10)	(0,09)	0,00	(0,26)
Bénéfice net (perte nette) avant la dépréciation du goodwill	9,5 $	7,6 $	9,7 $	9,0 $	(6,6) $	(6,0) $	0,3 $	(12,3) $
Bénéfice (perte) par action excluant la dépréciation du goodwill								
De base	0,15 $	0,12 $	0,15 $	0,14 $	(0,10) $	(0,09) $	0,00 $	(0,19) $
Dilué(e)	0,15	0,12	0,15	0,14	(0,10)	(0,09)	0,00	(0,19)

[1] Compte tenu de l'incidence d'une dépréciation du goodwill de 26,3 millions de dollars liée à la bannière Addition Elle.

[2] Compte tenu de l'incidence d'une dépréciation du goodwill de 4,2 millions de dollars liée à la bannière Thyme Maternité.

Outre d'autres facteurs, les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent l'incidence sur le bénéfice net et le bénéfice par action des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que de la variation de la juste valeur des titres négociables.

BILAN

Le tableau suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 28 octobre 2017 et au 28 janvier 2017 :

	28 OCTOBRE 2017	28 JANVIER 2017	VARIATION (EN $)	VARIATION (EN %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**119,1 $**	120,3 $	(1,2) $	(1,0) %
Titres négociables	**60,0**	54,8	5,2	9,5 %
Clients et autres débiteurs	**7,0**	4,3	2,7	62,8 %
Impôt sur le résultat recouvrable	**1,3**	3,5	(2,2)	(62,9) %
Stocks	**146,7**	146,1	0,6	0,4 %
Immobilisations corporelles et incorporelles	**132,5**	147,2	(14,7)	(10,0) %
Goodwill	**11,9**	38,2	(26,3)	(68,8) %
Impôt sur le résultat différé	**26,3**	25,9	0,4	1,5 %
Fournisseurs et autres créditeurs (courants et non courants)	**119,8**	121,4	(1,6)	(1,3) %
Passif financier dérivé net	**3,9**	1,8	2,1	116,7 %
Produits différés	**13,9**	21,5	(7,6)	(35,3) %

Les variations de certains postes au 28 octobre 2017 en comparaison au 28 janvier 2017 s'expliquent essentiellement par ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué en raison surtout des investissements dans les immobilisations corporelles et des versements de dividendes, facteurs qui ont été contrebalancés principalement par les fonds provenant des activités d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2018.
- Les titres négociables ont augmenté en raison de la variation nette de leur juste valeur pour les neuf premiers mois de l'exercice 2018.
- Les clients et autres débiteurs se composent principalement des ventes par carte de crédit enregistrées au cours des derniers jours du trimestre, des créances au titre des comptes clients liés aux ventes en gros et des incitatifs fiscaux du gouvernement. La hausse des ventes s'est traduite principalement par une augmentation des créances sur cartes de crédit en raison de la date de clôture du trimestre, par une augmentation des créances au titre des comptes clients liés aux ventes en gros découlant de la croissance des ventes en gros, et par des débiteurs liés au programme d'incitatifs fiscaux courants du gouvernement.
- L'impôt sur le résultat recouvrable comprend des remboursements d'impôt liés à des exercices antérieurs, déduction faite des passifs d'impôt liés à l'exercice à l'étude.
- Les stocks comprennent l'augmentation normale des stocks en prévision des ventes de la période des Fêtes, tandis que les stocks de janvier se composent en grande partie de la marchandise de printemps reçue d'avance. La réduction du nombre de magasins a entraîné une diminution des stocks qui a été compensée par l'augmentation du volume de marchandise requis pour soutenir la croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique.
- La baisse des immobilisations corporelles et incorporelles rend compte de la réduction du nombre de magasins et de l'attention portée sur la gestion des dépenses d'investissement.
- La réduction du goodwill est attribuable à la comptabilisation d'une perte de valeur du goodwill liée à la bannière Addition Elle.
- L'impôt sur le résultat différé est plus élevé et est surtout attribuable aux différences temporaires découlant des contrats de change à terme.
- Les fournisseurs et autres créditeurs ont diminué légèrement en partie du fait d'une réduction du passif au titre du régime incitatif lié au rendement du personnel, partiellement contrebalancée par l'augmentation de la provision pour retours sur ventes estimés. Les fournisseurs et autres créditeurs de la société se composent dans une large mesure de dettes fournisseurs, de créditeurs au titre des avantages du personnel, de créditeurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- La variation des positions dérivées nettes est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché des contrats de change à terme.
- Les produits différés ont diminué, en raison du calendrier d'encaissement des cartes-cadeaux et des programmes de fidélisation. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION ET DES RISQUES FINANCIERS

Les stratégies de gestion des risques d'exploitation et des risques financiers sont décrites en détail dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Aucune modification importante des risques d'exploitation et des risques financiers de la société n'a été constatée au cours des neuf mois clos le 28 octobre 2017.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Les fonds qu'utilise la société servent essentiellement à répondre aux exigences du fonds de roulement, aux dépenses d'investissement et au paiement de dividendes. Au 28 octobre 2017, les capitaux propres s'élevaient à 349,3 millions de dollars, ou 5,52 $ par action (376,6 millions de dollars, ou 5,95 $ par action au 29 octobre 2016; 373,5 millions de dollars, ou 5,90 $ par action au 28 janvier 2017). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 179,1 millions de dollars au 28 octobre 2017 (151,1 millions de dollars au 29 octobre 2016; 175,1 millions de dollars au 28 janvier 2017). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêt et, lorsqu'il est réputé approprié dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme.

La société dispose de lignes de crédit d'exploitation non garanties disponibles contractées auprès de banques à charte canadiennes d'un montant de 75,0 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 28 octobre 2017, une tranche de 4,1 millions de dollars (10,4 millions de dollars au 29 octobre 2016; 9,7 millions de dollars au 28 janvier 2017) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires.

La société souscrit de l'assurance auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 0,5 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2018. En date du 6 novembre 2017, la société avait remboursé en totalité sa dette à long terme. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 $ par action pour le troisième trimestre de l'exercice 2018, pour un total de 3,2 millions de dollars, ce qui cadre avec les chiffres du troisième trimestre de l'exercice 2017. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, la société a investi 6,8 millions de dollars en trésorerie au titre des dépenses d'investissement, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. La société s'attend à investir près de 31,0 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2018. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements dans des titres négociables, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des lignes de crédit lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement et les obligations financières.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 30 novembre 2017, 13 440 000 actions ordinaires et 49 890 266 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 2 690 550 et leur prix d'exercice moyen était de 7,95 $. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours des neuf mois clos le 28 octobre 2017, la société n'a racheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2016. Pour plus de précisions sur l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats de change à terme utilisés comme couvertures assortis généralement d'échéances d'au plus douze mois.

Les contrats de change en cours au 28 octobre 2017, au 29 octobre 2016 et au 28 janvier 2017 figurent à la rubrique intitulée « Contrats de change » du présent rapport de gestion.

Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieur d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un certain niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES

PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE LIÉE AUX ESTIMATIONS

Aucune modification importante des principales sources d'incertitude liée aux estimations ou des jugements posés lors de l'application des méthodes comptables présentées dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017 (disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) n'a été constatée.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2018

À l'exception de ce qui est décrit plus bas, les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

INITIATIVE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR (MODIFICATIONS DE L'IAS 7)

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableaux des flux de trésorerie*, qui exigent la présentation d'informations précises concernant les changements dans certains passifs du tableau des flux de trésorerie. Ces changements s'appliquent pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2017. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. La société fournira de l'information additionnelle relativement aux changements dans les passifs issus des activités de financement dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2018.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 28 octobre 2017, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

- IFRS 16, *Contrats de location*
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*
- IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

De plus amples informations sur ces modifications sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 28 octobre 2017.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de manière à fournir l'assurance raisonnable que toute l'information importante liée à la société et à ses filiales est recueillie et communiquée en temps opportun à la haute direction de manière à ce que des décisions éclairées puissent être prises en temps opportun en ce qui concerne son obligation d'informer le public.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. Les projections quant à l'application de l'évaluation de l'efficacité à des périodes ultérieures présentent le risque que le contrôle puisse devenir inadéquat du fait de l'évolution possible des conditions existantes ou de la détérioration du degré de conformité aux politiques et procédures. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours des neuf mois clos le 28 octobre 2017, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

La société doit continuer de faire face à la situation changeante du commerce de détail, lequel a été grandement touché par les nouvelles pratiques d'achat des consommateurs qui se tournent vers les achats en ligne, elle doit également faire face à l'incidence de l'appréciation du dollar américain dans le cadre d'achats libellés en dollars américains et à la concurrence accrue en raison de l'arrivée de joueurs étrangers sur le marché canadien. La société a pris une série de mesures pour relever ces défis, elle a notamment investi des sommes considérables dans les personnes de talent et la technologie liées au commerce électronique. Ces investissements contribuent à la croissance exceptionnelle des ventes en ligne. Les améliorations apportées à la capacité d'approvisionnement de la société, grâce à une meilleure collaboration avec les fournisseurs axée sur la qualité, les prix et les modalités de paiement, continuent de permettre à la société de réaliser des économies de coûts. Le perfectionnement de l'élaboration de produits, la valorisation de la marque et les partenariats avec des porte-parole connus permettent aux bannières de continuer d'améliorer l'expérience en magasin tout en restant centrées sur la rentabilité des magasins. Les activités de vente de gros de la société en sont à leurs débuts, mais des occasions intéressantes se sont manifestées sur le marché américain, un vaste éventail de détaillants ayant montré de l'intérêt pour les vêtements offerts.

La société a réalisé des investissements importants dans la technologie et elle prévoit investir encore davantage dans ses capacités liées aux magasins, au commerce électronique et à l'approvisionnement. L'évolution du secteur du détail et de nos clients se fait à une cadence accélérée et, en conséquence, la société reconnaît qu'elle doit faire des gains importants en matière de souplesse et d'efficience. Son aptitude à s'adapter rapidement à ces nouvelles demandes et à continuer de se réinventer sera au cœur de sa croissance à long terme et de son succès futur.

Des changements ont été apportés à l'équipe de direction et la société est optimiste quant à la force de l'équipe en place afin de stimuler la croissance et de mener à bien sa stratégie. La société continue de croire qu'elle possède des marques chefs de file avec un excellent potentiel numérique, elle bénéficie de la collaboration de vedettes hautement reconnues et elle est dotée de stratégies qui ont le potentiel de générer une croissance rentable à long terme pour la société.

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

		TRIMESTRES CLOS LES		NEUF MOIS CLOS LES	
	NOTE(S)	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016
Ventes		**242 373 $**	245 604 $	**700 601 $**	703 538 $
Coût des biens vendus	5	**106 468**	105 687	**312 800**	306 977
Marge brute		**135 905**	139 917	**387 801**	396 561
Frais de vente et de distribution		**118 767**	122 164	**350 778**	357 627
Charges administratives		**9 806**	11 229	**31 180**	32 434
Dépréciation du goodwill	6	**26 340**	–	**26 340**	–
Résultat des activités d'exploitation		**(19 008)**	6 524	**(20 497)**	6 500
Produits financiers	12	**4 026**	2 033	**8 423**	6 474
Charges financières	12	**8**	39	**47**	1 679
(Perte) bénéfice avant impôt sur le résultat		**(14 990)**	8 518	**(12 121)**	11 295
Charge d'impôt sur le résultat	11	**1 846**	903	**1 610**	691
(Perte nette) bénéfice net		**(16 836) $**	7 615 $	**(13 731) $**	10 604 $
(Perte) bénéfice par action	13				
De base		**(0,27) $**	0,12 $	**(0,22) $**	0,17 $
Dilué(e)		**(0,27)**	0,12	**(0,22)**	0,17

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

		TRIMESTRES CLOS LES		NEUF MOIS CLOS LES	
	NOTE(S)	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016
(Perte nette) bénéfice net		**(16 836) $**	7 615 $	**(13 731) $**	10 604 $
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui sont reclassés dans le résultat net ou qui sont susceptibles de l'être					
Couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 2 725 $ et de 535 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017, respectivement, et de 2 599 $ et de 2 340 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, respectivement)	9	**7 524**	7 103	**(1 480)**	(6 397)
Écarts de conversion	9	**(159)**	(146)	**71**	113
Total des autres éléments du résultat global		**7 365**	6 957	**(1 409)**	(6 284)
Résultat global total		**(9 471) $**	14 572 $	**(15 140) $**	4 320 $

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	NOTE(S)	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 JANVIER 2017
ACTIFS				
ACTIFS COURANTS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	**119 055 $**	101 794 $	120 265 $
Titres négociables	15	**60 040**	49 270	54 764
Clients et autres débiteurs		**7 044**	6 048	4 256
Actif financier dérivé	15	**1 638**	3 267	1 386
Impôt sur le résultat recouvrable		**1 307**	868	3 480
Stocks	5	**146 654**	167 672	146 059
Charges payées d'avance		**7 938**	7 433	6 846
Total des actifs courants		**343 676**	336 352	337 056
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations corporelles		**113 219**	126 602	124 106
Immobilisations incorporelles		**19 285**	23 363	23 110
Goodwill	6	**11 843**	38 183	38 183
Impôt sur le résultat différé		**26 335**	27 859	25 891
Total des actifs non courants		**170 682**	216 007	211 290
TOTAL DES ACTIFS		**514 358 $**	552 359 $	548 346 $
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et autres créditeurs	7	**113 757 $**	120 847 $	114 254 $
Passif financier dérivé	15	**5 521**	3 678	3 160
Produits différés	8	**13 892**	12 705	21 478
Partie courante de la dette à long terme	15	**153**	1 988	1 655
Total des passifs courants		**133 323**	139 218	140 547
PASSIFS NON COURANTS				
Autres créditeurs	7	**6 024**	7 380	7 186
Crédits différés au titre des contrats de location		**6 424**	9 053	8 230
Dette à long terme	15	**–**	153	–
Passif au titre des retraites		**19 322**	20 005	18 869
Total des passifs non courants		**31 770**	36 591	34 285
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	9	**38 397**	38 397	38 397
Surplus d'apport		**10 161**	9 570	9 769
Résultats non distribués		**303 443**	328 473	326 675
Cumul des autres éléments du résultat global	9	**(2 736)**	110	(1 327)
Total des capitaux propres		**349 265**	376 550	373 514
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		**514 358 $**	552 359 $	548 346 $

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	NOTE(S)	CAPITAL SOCIAL	SURPLUS D'APPORT	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Solde au 29 janvier 2017		**38 397 $**	**9 769 $**	**326 675 $**	**(1 327) $**	**373 514 $**
Perte nette		**–**	**–**	**(13 731)**	**–**	**(13 731)**
Total des autres éléments du résultat global	9	**–**	**–**	**–**	**(1 409)**	**(1 409)**
Résultat global total pour la période		**–**	**–**	**(13 731)**	**(1 409)**	**(15 140)**
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	**–**	**392**	**–**	**–**	**392**
Dividendes	9	**–**	**–**	**(9 501)**	**–**	**(9 501)**
Total des apports des (distributions versées aux) propriétaires de la société		**–**	**392**	**(9 501)**	**–**	**(9 109)**
Solde au 28 octobre 2017		**38 397 $**	**10 161 $**	**303 443 $**	**(2 736) $**	**349 265 $**
Solde au 31 janvier 2016		38 397 $	9 007 $	327 370 $	6 394 $	381 168 $
Bénéfice net		–	–	10 604	–	10 604
Total des autres éléments du résultat global	9	–	–	–	(6 284)	(6 284)
Résultat global total pour la période		–	–	10 604	(6 284)	4 320
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	–	563	–	–	563
Dividendes	9	–	–	(9 501)	–	(9 501)
Total des apports des (distributions versées aux) propriétaires de la société		–	563	(9 501)	–	(8 938)
Solde au 29 octobre 2016		38 397 $	9 570 $	328 473 $	110 $	376 550 $

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	NOTE(S)	TRIMESTRES CLOS LES 28 OCTOBRE 2017	TRIMESTRES CLOS LES 29 OCTOBRE 2016	NEUF MOIS CLOS LES 28 OCTOBRE 2017	NEUF MOIS CLOS LES 29 OCTOBRE 2016
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
(Perte nette) bénéfice net		**(16 836) $**	7 615 $	**(13 731) $**	10 604 $
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :					
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes		**10 596**	11 235	**32 311**	32 302
Dépréciation du goodwill	6	**26 340**	–	**26 340**	–
Charge de rémunération fondée sur des actions	10	**(643)**	430	**(123)**	908
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	12	**(2 089)**	(498)	**(5 276)**	(4 081)
Variation nette du transfert vers les stocks (du profit) de la perte réalisé(e) sur les couvertures de flux de trésorerie		**(282)**	1 773	**94**	4 263
Perte (profit) de change		**2 151**	(263)	**1 859**	(79)
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	12	**(953)**	(774)	**(2 523)**	(2 254)
Charge d'impôt sur le résultat		**1 846**	903	**1 610**	691
		20 130	20 421	**40 561**	42 354
Variations dans ce qui suit :					
Clients et autres débiteurs		**(1 727)**	(722)	**(2 785)**	(1 909)
Stocks		**619**	(20 513)	**(595)**	(42 824)
Charges payées d'avance		**1 411**	1 214	**(1 092)**	1 488
Fournisseurs et autres créditeurs		**(714)**	944	**(3 147)**	22 904
Passif au titre des retraites		**140**	108	**453**	669
Crédits différés au titre des contrats de location		**(550)**	(183)	**(1 806)**	(1 587)
Produits différés		**(3 928)**	(4 523)	**(7 586)**	(6 620)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation		**15 381**	(3 254)	**24 003**	14 475
Intérêts payés	12	**(8)**	(39)	**(47)**	(139)
Intérêts reçus		**317**	215	**749**	532
Dividendes reçus		**611**	633	**1 818**	1 825
Impôts sur le résultat reçus		**114**	2 119	**662**	2 489
Impôts sur le résultat payés		**–**	(7)	**(7)**	(438)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		**16 415**	(333)	**27 178**	18 744
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles		**(6 816)**	(8 885)	**(15 596)**	(25 244)
Produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles		**–**	–	**–**	416
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		**(6 816)**	(8 885)	**(15 596)**	(24 828)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Dividendes payés	9	**(3 167)**	(3 167)	**(9 501)**	(9 501)
Remboursements sur la dette à long terme		**(508)**	(477)	**(1 502)**	(1 410)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		**(3 675)**	(3 644)	**(11 003)**	(10 911)
(PERTE) PROFIT DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE		**(2 310)**	118	**(1 789)**	194
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		**3 614**	(12 744)	**(1 210)**	(16 801)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE		**115 441**	114 538	**120 265**	118 595
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE		**119 055 $**	101 794 $	**119 055 $**	101 794 $

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 155, rue Wellington Ouest, 40e étage, Toronto (Ontario) M5V 3J7. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 28 janvier 2017, et des notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 30 novembre 2017.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- les titres négociables et instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur;
- le passif au titre des retraites est comptabilisé comme étant la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime;
- les passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglées en trésorerie sont évalués conformément à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*.

C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice complet ou d'une autre période future.

D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

À l'exception de ce qui est décrit ci-après, les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

INITIATIVE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR (MODIFICATIONS DE L'IAS 7)

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableaux des flux de trésorerie*, qui exigent la présentation d'informations précises concernant les changements dans certains passifs du tableau des flux de trésorerie. Ces changements s'appliquent pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2017. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. La société fournira de l'information additionnelle relativement aux changements dans les passifs issus des activités de financement dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice qui sera clos le 3 février 2018.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore aux neuf mois clos le 28 octobre 2017, et n'ont pas été appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), qui remplacera l'IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Les bailleurs continuent de classer les contrats de location en tant que contrat de location-financement ou en tant que contrat de location simple. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues. L'IFRS 16 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, et devra être appliquée rétrospectivement. Une application anticipée est autorisée uniquement pour les entités qui ont adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (l'« IFRS 15 »).

La société a effectué une évaluation provisoire de l'incidence éventuelle de l'adoption de l'IFRS 16 sur ses états financiers consolidés. La société s'attend à ce que l'adoption de l'IFRS 16 ait une incidence importante, car elle comptabilisera de nouveaux actifs et passifs au titre de ses contrats de location simple pour les magasins de détail, les bureaux, les véhicules et le matériel. En outre, la nature et le calendrier des charges liées à ces contrats de location changeront puisqu'aux termes de l'IFRS 16 les charges liées aux contrats de location simple constatés selon le mode linéaire sont remplacées par une dotation aux amortissements pour l'actif au titre du droit d'utilisation et la charge d'intérêts sur les obligations locatives.

La société n'a pas encore déterminé quelle méthode de transition elle appliquera ni si elle se prévaudra des exemptions facultatives ou des mesures de simplification prévues par la norme. La société compte fournir des informations additionnelles détaillées, entre autres sur la méthode de transition et sur toute mesure de simplification qu'elle choisira, et sur toute incidence financière quantitative estimée, et ce, avant l'adoption de l'IFRS 16.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15. Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit progressivement. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et (ou) la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, l'adoption anticipée étant autorisée.

La société s'attend à ce que la mise en œuvre de l'IFRS 15 ait une incidence sur l'affectation des produits différés relativement à ses programmes de fidélisation de la clientèle. Le montant des produits qui sont différés est actuellement évalué selon la juste valeur des points et primes de fidélisation accordés, et tient compte du pourcentage d'utilisation estimé. Aux termes de l'IFRS 15, le montant de contrepartie sera réparti entre les primes accordées dans le cadre du programme de fidélisation et les biens sous-jacents à ces primes, en fonction de leurs prix de vente spécifiques relatifs. La société évalue actuellement l'incidence de ce changement sur ses états financiers consolidés.

La société s'attend également à ce que la mise en œuvre de l'IFRS 15 ait une incidence sur l'affectation des produits différés relativement aux cartes-cadeaux vendues. Pour le moment, la société produit une estimation à l'égard des cartes-cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas encaissées en se fondant sur les tendances d'encaissement passées. Aux termes de l'IFRS 15, si la société s'attend à avoir droit à un montant de droits abandonnés compris dans les cartes-cadeaux, elle comptabilisera le montant qu'elle prévoit en produits des activités ordinaires proportionnellement au rythme auquel le client exerce ses droits. La société évalue actuellement l'incidence de ce changement sur ses états financiers consolidés.

Selon l'IFRS 15, lorsque la société réalise une vente avec droit de retour, elle comptabilise des produits des activités ordinaires d'un montant correspondant à celui auquel elle s'attend à avoir droit. La société comptabilise aussi un passif au titre du remboursement futur et un actif au titre des biens dont elle prévoit le retour. Le passif au titre du remboursement futur est présenté au montant brut, comme un passif au titre du remboursement futur et un actif au titre du recouvrement. Il s'agit d'un changement étant donné que la société présente actuellement le montant net des retours prévus.

La société ne s'attend pas à ce que la mise en œuvre de l'IFRS 15 ait d'autres incidences importantes sur ses produits, cependant, l'évaluation détaillée est en cours. La société n'a pas encore déterminé quelle méthode de transition elle appliquera.

IFRS 2, PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation : des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie; des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net concernant l'obligation relative aux retenues d'impôt à la source; d'une modification des conditions qui a pour effet qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie est reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres. Les modifications s'appliquent pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. La société ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 JANVIER 2017
Trésorerie	**119 055 $**	75 697 $	107 767 $
Dépôts à court terme	**–**	26 097	12 498
	119 055 $	101 794 $	120 265 $

La trésorerie de la société détenue auprès des banques porte intérêt à des taux variables. Les dépôts à court terme au 29 octobre 2016 portaient intérêt à un taux de 0,6 % (0,7 % au 28 janvier 2017).

5 STOCKS

Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 28 octobre 2017, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 102 958 $ et à 303 975 $, respectivement (101 622 $ et 297 375 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016). De plus, pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017, la société a comptabilisé dans le coût des biens vendus des montants de 3 510 $ et de 8 825 $ (4 065 $ et 9 602 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût. Aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

6 GOODWILL

Aux fins du test de dépréciation, le goodwill a été affecté aux groupes d'unités génératrices de trésorerie (« UGT »), soit la bannière Addition Elle.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année à la date de clôture de l'exercice, ou plus souvent si des événements ou des circonstances laissent croire qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur. Étant donné la baisse de rentabilité de la bannière Addition Elle par rapport aux prévisions et aux périodes antérieures, la société a déterminé qu'un test de dépréciation intermédiaire au 28 octobre 2017 s'imposait. Pour évaluer si le goodwill affecté à la bannière Addition Elle a perdu de la valeur, la valeur comptable de ce groupe d'UGT a été comparée à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Au 28 octobre 2017, la valeur recouvrable de l'UGT de la bannière Addition Elle a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité et calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue. Les flux de trésorerie projetés sur une période de trois ans ont été utilisés et ajustés en fonction d'une valeur finale. Pour les exercices 2019 à 2021, les projections des flux de trésorerie ont été établies en fonction de l'expérience passée, des résultats d'exploitation réels et des projections budgétaires, en supposant une croissance des ventes de 3 % pour l'exercice 2019 et de 2 % pour les exercices 2020 et 2021. La valeur finale est fondée sur le taux de croissance moyen à long terme du secteur, estimé à 2 %. Les flux de trésorerie projetés ont été actualisés selon un taux après impôt de 14 %. Le taux d'actualisation a été estimé en fonction du coût moyen pondéré du capital (le « CMPC »), lequel était fondé sur un taux sans risque, une prime de risque lié aux capitaux propres ajustée pour tenir compte des bêtas de sociétés cotées en bourse comparables, une prime de risque non systématique, un coût de la dette après impôt basé sur le rendement des obligations des sociétés et la structure du capital de la société.

Par suite du test, la société a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 26 340 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017.

Du fait de la perte de valeur comptabilisée au titre de l'UGT de la bannière Addition Elle, la valeur recouvrable est égale à la valeur comptable. Ainsi, toute variation défavorable des principales hypothèses mentionnées ci-haut aurait pour effet d'aggraver la perte de valeur.

7 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 JANVIER 2017
Dettes fournisseurs	**75 921 $**	81 041 $	74 394 $
Créditeurs au titre des avantages du personnel	**17 634**	21 096	22 507
Autres créditeurs non commerciaux	**14 536**	12 961	14 353
Créditeurs relatifs aux locaux	**9 530**	11 164	9 189
Provision pour retours sur ventes	**2 160**	1 965	997
	119 781	128 227	121 440
Moins la partie non courante	**6 024**	7 380	7 186
	113 757 $	120 847 $	114 254 $

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs comprend les montants suivants :

	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 JANVIER 2017
Loyers différés et autres créditeurs relatifs aux locaux	**6 024 $**	7 035 $	6 671 $
Unités d'actions liées au rendement (note 10)	**–**	345	515
Total de la partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs	**6 024 $**	7 380 $	7 186 $

8 PRODUITS DIFFÉRÉS

	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 JANVIER 2017
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	**6 280 $**	6 025 $	7 981 $
Cartes-cadeaux non utilisées	**7 612**	6 680	13 497
	13 892 $	12 705 $	21 478 $

9 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

	POUR LES NEUF MOIS CLOS LES			
	28 OCTOBRE 2017		29 OCTOBRE 2016	
	NOMBRE D'ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE D'ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	**13 440**	**482 $**	13 440	482 $
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	**49 890**	**37 915**	49 890	37 915
Total du capital social	**63 330**	**38 397 $**	63 330	38 397 $

CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

ACHAT D'ACTIONS AUX FINS D'ANNULATION

Au cours du trimestre et des neuf mois clos le 28 octobre 2017, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2016. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	ÉCARTS DE CONVERSION	TOTAL DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL
Solde au 29 janvier 2017	**(410) $**	**(917) $**	**(1 327) $**
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 1 045 $)	**(2 891)**	**–**	**(2 891)**
Transfert dans les stocks de la perte réalisée sur les couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 510 $)	**1 411**	**–**	**1 411**
Variation des écarts de change	**–**	**71**	**71**
Solde au 28 octobre 2017	**(1 890) $**	**(846) $**	**(2 736) $**
Solde au 31 janvier 2016	7 514 $	(1 120) $	6 394 $
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 2 121 $)	(5 799)	–	(5 799)
Transfert dans les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 219 $)	(598)	–	(598)
Variation des écarts de change	–	113	113
Solde au 29 octobre 2016	1 117 $	(1 007) $	110 $

DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	**3 167 $**	3 167 $	**9 501 $**	9 501 $
Dividende par action	**0,05 $**	0,05 $	**0,15 $**	0,15 $

10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS

Le 8 juin 2016, la société a modifié son plan incitatif d'options sur actions. Dans le cadre du plan modifié, la société peut, à sa seule discrétion, attribuer des options sur actions ou des droits à l'appréciation d'actions. Le plan modifié permet à la société d'émettre, de temps à autre, l'équivalent d'au plus 10 % de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. Conformément au plan modifié, l'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 4 ans (antérieurement, d'au plus 5 ans), sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 7 ans (antérieurement, 10 ans). Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution. Les droits à l'appréciation d'actions donnent droit aux principaux dirigeants et au personnel clé de recevoir un paiement en trésorerie correspondant à l'augmentation du cours des actions de catégorie A sans droit de vote de la société depuis la date d'attribution à la date d'acquisition des droits. Aucun droit à l'appréciation d'actions n'a été attribué ni n'est en circulation.

Toutes les options déjà émises et en circulation, avant la date d'entrée en vigueur du plan modifié, continuent de s'acquérir selon les modalités des plans antérieurs et demeurent assujetties à ces dernières.

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES				POUR LES NEUF MOIS CLOS LES			
	28 OCTOBRE 2017		29 OCTOBRE 2016		28 OCTOBRE 2017		29 OCTOBRE 2016	
	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ
En circulation à l'ouverture de la période	**2 911**	**7,78 $**	3 794	9,31 $	**3 843**	**9,27 $**	3 610	9,62 $
Attribution	**–**	**–**	50	6,49	**–**	**–**	345	4,70
Exercice	**–**	**–**	–	–	**–**	**–**	–	–
Renonciation	**(44)**	**5,89**	(71)	6,09	**(976)**	**13,57**	(182)	6,27
En circulation à la clôture de la période	**2 867**	**7,81 $**	3 773	9,33 $	**2 867**	**7,81 $**	3 773	9,33 $
Options exerçables à la clôture de la période	**1 625**	**9,11 $**	1 970	11,90 $	**1 625**	**9,11 $**	1 970	11,90 $

Aucune option sur actions n'a été attribuée au cours du trimestre et des neuf mois clos le 28 octobre 2017. Les coûts de rémunération liés aux options sur actions attribuées au cours du trimestre et des neuf mois clos le 29 octobre 2016 aux termes de l'approche fondée sur la juste valeur ont été calculés à l'aide des hypothèses suivantes :

	50 000 OPTIONS ATTRIBUÉES 28 SEPTEMBRE 2016	295 000 OPTIONS ATTRIBUÉES 8 JUIN 2016
Durée prévue des options	4,9 ans	4,4 ans
Taux d'intérêt sans risque	0,69 %	0,80 %
Volatilité prévue du cours de l'action	33,25 %	33,11 %
Taux moyen de rendement des actions	3,08 %	4,55 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	1,37 $	0,78 $
Prix de l'action à la date d'attribution	6,49 $	4,40 $

Pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 113 $ et de 392 $, respectivement, relativement à son régime d'options sur actions (173 $ et 563 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT (RÉGLÉES EN TRÉSORERIE)

La société offre un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR ») destiné à ses cadres dirigeants et principaux dirigeants, régime qui leur donne droit de recevoir un paiement en trésorerie. Les UAR deviennent acquises en fonction des conditions de performance non liées au marché évaluées sur une période de trois exercices (la « période de performance »). Le nombre d'UAR dont les droits peuvent devenir acquis peut aller jusqu'à 1,5 fois le nombre réel d'UAR attribuées si une performance exceptionnelle est atteinte. Lors du règlement des UAR acquises, le paiement en trésorerie sera égal au nombre d'UAR multiplié par la juste valeur des actions ordinaires de la société, calculée en utilisant le cours du marché moyen pondéré des cinq jours de bourse commençant cinq jours de bourse suivant le jour où la société publie ses résultats financiers pour la période de performance.

Le 10 avril 2017, la société a attribué 322 000 UAR à un prix moyen pondéré par action de 5,09 $ (409 000 UAR à un prix moyen pondéré de 4,52 $ pour les neuf mois clos le 29 octobre 2016). Les UAR deviennent acquises intégralement une fois la période de performance terminée si les conditions non liées au marché préétablies sont respectées.

Le tableau qui suit résume les attributions d'UAR :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016
	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)
En circulation à l'ouverture de la période	**664**	409	**388**	–
Attribution	**–**	–	**322**	409
Renonciation	**(25)**	(13)	**(71)**	(13)
En circulation à la clôture de la période	**639**	396	**639**	396

Au 28 octobre 2017, la société ne prévoyait pas respecter les conditions de performance minimales non liées au marché exigées pour que toutes les UAR émises deviennent acquises. La société a comptabilisé un recouvrement de la charge de rémunération fondée sur des actions liée aux UAR de 522 $ dans les frais de vente et de distribution et de 234 $ dans les charges administratives, respectivement, pour le trimestre clos le 28 octobre 2017 (349 $ dans les frais de vente et de distribution et 166 $ dans les charges administratives pour les neuf mois clos le 28 octobre 2017), ainsi qu'une réduction correspondante des autres créditeurs non courants.

Au 29 octobre 2016, la société a comptabilisé une charge de rémunération fondée sur des actions liée aux UAR de 174 $ dans les frais de vente et de distribution et de 83 $ dans les charges administratives pour le trimestre clos le 29 octobre 2016 (236 $ dans les frais de vente et de distribution et 109 $ dans les charges administratives pour les neuf mois clos le 29 octobre 2016), ainsi qu'une augmentation correspondante des autres créditeurs non courants.

11 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Lors de périodes intermédiaires, la provision pour impôt sur le résultat repose sur une estimation du bénéfice qui sera généré pour un exercice complet et elle est ajustée en fonction de l'incidence de l'ajustement de la juste valeur lié aux titres négociables et, pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017, la dépréciation du goodwill. Les taux d'impôt sur le résultat effectifs annuels moyens estimés sont réévalués chaque date de clôture d'une période intermédiaire en fonction du bénéfice projeté pour l'exercice complet. Dans la mesure où les prévisions diffèrent des résultats réels, des ajustements sont comptabilisés lors de périodes ultérieures.

12 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016
Produits de dividendes liés aux titres négociables	**611 $**	612 $	**1 818 $**	1 875 $
Produits d'intérêts	**350**	201	**752**	518
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	**2 089**	498	**5 276**	4 081
Profit de change	**976**	722	**577**	–
Produits financiers	**4 026**	2 033	**8 423**	6 474
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	**8**	39	**47**	139
Perte de change	**–**	–	**–**	1 540
Charges financières	**8**	39	**47**	1 679
Produits financiers nets	**4 018 $**	1 994 $	**8 376 $**	4 795 $

13 (PERTE) BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul (de la perte) du bénéfice de base et diluée par action est fondé sur une perte nette de 16 836 $ et de 13 731 $, respectivement, pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017 (bénéfice net de 7 615 $ et de 10 604 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul (de la perte) du bénéfice par action se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	**63 330**	63 330	**63 330**	63 330
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	**63 330**	63 359	**63 330**	63 330

Toutes les options sur actions ont été exclues du calcul de la perte diluée par action pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif puisque la société affiche une perte. Pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016, un nombre total de 3 498 200 options sur actions et de 3 773 200 options sur actions, respectivement, a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions était fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

	28 OCTOBRE 2017	29 OCTOBRE 2016	28 JANVIER 2017
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	**2 976 $**	903 $	973 $

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur comprennent des radiations d'immobilisations corporelles liées à la fermeture de magasins et des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs liées aux magasins dont la performance est insatisfaisante de 1 309 $ et de 3 156 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 octobre 2017, respectivement (801 $ et 2 485 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016). La perte de valeur liée aux immobilisations corporelles est attribuable à la baisse de rentabilité enregistrée par des magasins individuels (unités génératrices de trésorerie, « UGT »). Par ailleurs, au cours du trimestre et des neuf mois clos le 28 octobre 2017, des pertes de valeur d'actifs de 224 $ et de 496 $ ont été reprises à la suite d'un accroissement de la rentabilité de certaines UGT (néant et 774 $ pour le trimestre et les neuf mois clos le 29 octobre 2016). Les pertes de valeur nettes ont été comptabilisées dans les frais de vente et de distribution.

15 INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT COMPTABLE ET JUSTES VALEURS

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

	28 OCTOBRE 2017						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	**– $**	**1 638 $**	**– $**	**1 638 $**	**– $**	**1 638 $**	**1 638 $**
Titres négociables	**60 040 $**	**– $**	**– $**	**60 040 $**	**60 040 $**	**– $**	**60 040 $**
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	**– $**	**5 521 $**	**– $**	**5 521 $**	**– $**	**5 521 $**	**5 521 $**
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	**– $**	**– $**	**153 $**	**153 $**	**– $**	**153 $**	**153 $**

	29 OCTOBRE 2016						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	– $	3 267 $	– $	3 267 $	– $	3 267 $	3 267 $
Titres négociables	49 270 $	– $	– $	49 270 $	49 270 $	– $	49 270 $
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	– $	3 678 $	– $	3 678 $	– $	3 678 $	3 678 $
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– $	– $	2 141 $	2 141 $	– $	2 201 $	2 201 $

	28 JANVIER 2017						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	– $	1 386 $	– $	1 386 $	– $	1 386 $	1 386 $
Titres négociables	54 764 $	– $	– $	54 764 $	54 764 $	– $	54 764 $
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	– $	3 160 $	– $	3 160 $	– $	3 160 $	3 160 $
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– $	– $	1 655 $	1 655 $	– $	1 704 $	1 704 $

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes closes le 28 octobre 2017, le 29 octobre 2016 et le 28 janvier 2017.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a conclu avec ses banques des contrats de change à terme visant le dollar américain. Ces contrats de change se prolongent normalement sur une période d'au plus 12 mois.

Les contrats de change, qui sont tous désignés comme couvertures de flux de trésorerie, se détaillent comme suit :

	28 OCTOBRE 2017				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change à terme	**1,303 $**	**199 500 $**	**1 638 $**	**(5 521) $**	**(3 883) $**

	29 OCTOBRE 2016				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change à terme	1,340 $	166 500 $	3 267 $	(3 678) $	(411) $

	28 JANVIER 2017				
	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN $ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change à terme	1,319 $	197 000 $	1 386 $	(3 160) $	(1 774) $

16 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Au cours des neuf mois clos le 28 octobre 2017, l'exposition de la société aux risques n'a pas changé de façon importante en regard de celle décrite dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 28 janvier 2017.

NOS BANNIÈRES

REITMANS marie superbement coupes et styles uniques avec qualité et valeur supérieures. D'un océan à l'autre avec ses **276 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la destination par excellence des femmes désirant revamper leur garde-robe avec des vêtements dernier cri et à bon prix. Forte d'une réputation solide quant à la qualité de son service et d'une clientèle fidèle et diversifiée, Reitmans veut poursuivre ses efforts en vue d'enrichir l'expérience client en s'assurant de répondre aux besoins des femmes, peu importe quand elles choisissent de magasiner. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au **reitmans.com**.

Chef de file canadien des vêtements de grande taille, **PENNINGTONS** propose une expérience unique et inspirante de magasinage, où vêtements seyants et de qualité riment avec valeur inégalée. Penningtons, c'est l'« Art de la mode accessible! » Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite **122 MAGASINS** au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, ainsi que le site en ligne **penningtons.com**.

ADDITION ELLE est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodecratie », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Elle offre des vêtements de détente, des robes, des vêtements contemporains pour la femme de carrière, des dessous séducteurs, des accessoires, des chaussures, des vêtements de sport haute performance et une vaste sélection de denim de marque. Addition Elle exploite **93 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse **additionelle.com**.

RW & CO. est une marque au style inspirant qui s'adresse aux hommes et aux femmes à la mentalité urbaine. Que ce soit pour le travail ou pour le week-end, RW & CO. propose des vêtements mode inspirés des dernières tendances qui combinent style et qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite **84 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des zones de premier choix dans les principaux centres commerciaux et mégacentres partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique : **rw-co.com**.

THYME MATERNITÉ, chef de file canadien de la mode pour futures mamans modernes, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite **61 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au **thymematernity.com**.

HYBA a ouvert ses portes en octobre 2015 et propose des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Hyba exploite **16 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, dans les principaux centres commerciaux partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique **hyba.ca**. Les produits Hyba sont également offerts dans les magasins Reitmans au Canada.

MAGASINS À TRAVERS LE CANADA

	REITMANS	PENNINGTONS	ADDITION ELLE	RW & CO.	THYME	HYBA	TOTAL
TERRE-NEUVE	14	3	2	1	-	-	20
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	2	1	-	-	-	-	3
NOUVELLE-ÉCOSSE	14	6	2	1	1	1	25
NOUVEAU-BRUNSWICK	11	4	1	3	1	1	21
QUÉBEC	73	21	25	21	21	7	168
ONTARIO	84	46	36	31	24	5	226
MANITOBA	9	5	3	3	2	-	22
SASKATCHEWAN	8	6	2	2	2	-	20
ALBERTA	29	17	16	10	7	-	79
COLOMBIE-BRITANNIQUE	30	13	6	12	3	2	66
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	1	-	-	-	-	-	1
YUKON	1	-	-	-	-	-	1
	276	122	93	84	61	16	652

RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest
Montréal, Québec H3L 1Z2
Téléphone : **514-384-1140**
Télécopieur : **514-385-2669**
Courrier électronique : **info@reitmans.com**
Site Web de la société : **reitmanscanadalimitee.com**

ADRESSE ENREGISTRÉE

155, rue Wellington Ouest, 40e étage
Toronto, Ontario M5V 3J7
Téléphone : **416-863-0900**
Télécopieur : **416-863-0871**

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare Inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO
Actions ordinaires **RET**
Actions de catégorie A sans droit de vote **RET.A**

An English version of this report may be obtained by writing to the Secretary, Reitmans (Canada) Limited, 250 Sauvé Street West, Montreal, Québec H3L 1Z2

REITMANS PENNINGTONS ADDITION ELLE RW & CO. THYME HYBA

DESIGN ET PRODUCTION :
COMMUNICATIONS MARILYN GELFAND INC.